

Courrier

La mixité à l'école, sans régulation

Les différents débats autour du dernier décret censé augmenter la mixité sociale dans les écoles font et feront encore couler beaucoup d'encre. Si la mixité sociale semble être un objectif auquel il est bon d'adhérer, encore faut-il se poser les bonnes questions. La régulation peut-elle forcer cette mixité ? Si c'était le cas, cela ferait longtemps que l'on n'en parlerait plus ! Plutôt que de légiférer à outrance et de se rendre compte ensuite que les effets de bord n'ont pas été prévus, pourquoi ne pas revenir à un système, non seulement plus simple, mais surtout beaucoup plus efficace ?

► Analyser les raisons pour lesquelles certaines écoles attirent les élèves plus que d'autres.

Il serait utile d'identifier les facteurs de succès et de les transposer dans les autres écoles. La Finlande n'impose aucune école. Chaque élève est inscrit dans l'école la plus proche. Même si les parents peuvent en choisir une autre, ils ne le font pas parce que toutes les écoles sont de qualité.

► Sanctionner les abus au lieu de pénaliser tout le monde.

Avant le décret, 3 % des écoles devaient refuser des élèves et qu'avec le décret ce pourcentage a dépassé 19 %. Si vraiment des écoles sélectionnaient les élèves selon des critères non objectifs, pénalisons ces écoles.

► Mieux définir les objectifs et évaluer les résultats.

Les évaluations externes sont une avancée significative. Si ces évaluations mesurent bien la réalisation des objectifs définis dans les différents décrets, cela permet en effet d'évaluer les résultats des enseignants. L'évaluation des résultats pourrait prendre en compte le type d'élèves auquel l'enseignant est confronté. On pourrait demander aux enseignants de garantir une amélioration en pourcentage absolu de leurs élèves.

Cela implique évidemment que les moyens mis à disposition des écoles seraient modulés selon les élèves que cette école accueille. L'avantage est que l'objectif est clairement mis sur l'amélioration des résultats de tous les élèves, ce qui nous semble devoir être l'objectif de notre enseignement. Autre avantage : les écoles ont alors intérêt à accueillir dans leurs écoles des élèves de tout niveau.

► S'attaquer aux causes et non aux symptômes.

Quelle est la raison du peu de mixité sociale dans nos écoles ? Quelle est la cause de la diversité des résultats de nos élèves ? Notons d'abord le raisonnement qui nous semble spéculatif : un élève de milieu socio-économique défavorisé a moins de chance d'obtenir de bons résultats, donc mélangeons les élèves et les résultats de tous s'amélioreront.

Le problème est tout autre. Des élèves de milieu « défavorisé » réussissent bien mieux que des élèves de milieu « favorisé ». L'analyse de ces « exceptions à la règle » donnerait une idée des moyens à mettre en place pour faire mieux réussir tous les élèves. La seule difficulté est que cela prend plus de temps et plus d'imagination qu'un décret « vite fait mal fait ».

Nous formons le souhait que le problème soit enfin analysé de manière scientifique et non dogmatique. ◊ **Xavier Guyaux**

Économie

Les incitants fiscaux, la solution

Les gouvernements du monde entier sont en train de mettre au point de vastes formules d'incitations fiscales qui vont provoquer des déficits budgétaires encore inédits en temps de paix. Le déficit des finances publiques aux États-Unis cette année va sans doute dépasser 10 % du PIB. Une proportion significative de cette augmentation du déficit sera due à un vaste éventail de nouvelles dépenses du gouvernement.

Dans des circonstances ordinaires, j'opposerais cette augmentation du déficit budgétaire au niveau plus élevé des dépenses du gouvernement. Quand une économie est plus proche du plein-emploi, l'emprunt gouvernemental servant à financer les déficits budgétaires peut ne laisser aucune place à l'investissement privé qui augmenterait la productivité et le niveau de vie. Les déficits budgétaires augmentent automatiquement la dette du gouvernement, ce qui nécessite de lever des taxes plus élevées pour payer les intérêts de cette dette. Le taux de taxation plus élevé qui en découle dénature les incitations économiques et par conséquent affaiblit les futures performances économiques.

LE POUR ET LE CONTRE

Naturellement, certaines dépenses du gouvernement sont souhaitables ou nécessaires. Mais une augmentation des dépenses est souvent synonyme de gaspillage, qui produit moins de valeurs que ce qu'auraient obtenu les consommateurs avec les mêmes dollars.

Aujourd'hui cependant, on estime que l'augmentation des dépenses du gouvernement et celle du déficit qui en découle sont justifiées par la nécessité de gérer la crise économique — changement radical par rapport à la dépendance à la politique monétaire qui dominait les récessions précédentes. La politique fiscale contre-cyclique a été largement décriée à cause des délais impliqués par l'application des changements fiscaux et de la faible réponse des ménages aux réductions fiscales temporaires. En revanche, la banque centrale pourrait faire baisser les taux d'intérêt rapidement, ce qui a fonctionné pour augmenter le niveau des dépenses des ménages et des entreprises par toute une variété de canaux.

Quoi qu'il en soit, je soutiens le recours à l'incitation fiscale aux États-Unis, car la récession actuelle est bien plus profonde et différente que les crises précédentes. Même dans le cas d'une politique contre-cyclique réussie, cette récession va sans doute durer plus longtemps et faire davantage de dégâts qu'aucune autre depuis la dépression des années 1930.

La chute de 40 % de la Bourse américaine et l'effondrement des prix immobiliers ont réduit les avoirs des ménages américains de plus de



Le plan de relance de 819 milliards de dollars du président américain Barack Obama est actuellement en discussion au Sénat. Un tiers du montant porte sur des réductions d'impôt, le reste est constitué notamment de dépenses dans des projets d'infrastructures.

10 billions de dollars, ce qui est susceptible de réduire les dépenses de consommation annuelles de plus de 400 milliards de dollars. Et l'effondrement de l'immobilier a réduit les dépenses du secteur du bâtiment de 200 milliards de dollars supplémentaires. Cette chute de 600 milliards de dollars de la demande représente plus de 3 % du PIB. Si la tendance n'est pas inver-

augmentation ni des dépenses dans des investissements sensibles aux taux d'intérêt, ni en consommation.

LE PRIX À PAYER

Il n'y a donc pas d'alternative à la politique fiscale si nous voulons inverser la crise que nous traversons. L'augmentation conséquente de la dette nationale est le prix que nous,

alors mal évalué des valeurs mobilières adossées à des actifs.

L'augmentation du ratio d'endettement s'explique en partie par les politiques du gouvernement visant à étendre l'accès à la propriété auprès des groupes à faible revenus incapables de s'offrir ce style de vie. Les contrôleurs des banques n'ont pas su gérer les faibles niveaux de capitaux et la mauvaise qualité des titres de beaucoup de banques. L'un des grands défis de l'avenir consistera à amender les politiques institutionnelles qui ont permis l'apparition de ces problèmes.

PAS N'IMPORTE QUEL PLAN

La nouvelle administration Obama et le Congrès planchent encore sur la structure de l'incitation fiscale pour les États-Unis. Bien que je soutienne la nécessité d'un grand package fiscal, je suis en désaccord avec beaucoup des caractéristiques des programmes actuellement à l'étude.

Indifféremment de ce qui sera fait dans le domaine de l'incitation fiscale, tous les gouvernements doivent agir pour amender les marchés de crédit dysfonctionnels. Sinon, le crédit sera insuffisant et la croissance ne reprendra pas. Aux États-Unis, ressusciter les marchés du crédit nécessite de mettre un terme aux défauts de paiement des prêts hypothécaires provoqués par les « negative equity » (les biens

« La réponse habituelle qui consiste à baisser les taux d'intérêt ne pourra pas inverser cette brusque chute de la demande. »

sée, elle provoquera de nouvelles diminutions de la production, de l'emploi et des revenus, ce qui ne manquera pas de provoquer également une réduction des dépenses de consommation.

La réponse habituelle qui consiste à baisser les taux d'intérêt ne pourra pas inverser cette brusque chute de la demande. Les dysfonctions des marchés du crédit, provoquées par l'incertitude quant à la valeur des valeurs mobilières adossées à des actifs, signifient que les banques et autres institutions financières sont incapables de lever des fonds et rechignent à prêter. La conséquence est que la baisse des taux de la banque centrale ne se traduit pas en

et les générations futures, devons payer pour les erreurs qui ont provoqué la situation économique actuelle. Ces erreurs ont conduit à une sous-évaluation des risques et par conséquent à l'augmentation d'un ratio d'endettement excessif. Cette sous-évaluation des risques et cette augmentation du ratio d'endettement ont de multiples raisons. La politique monétaire exceptionnellement décontractée du début de la décennie a contribué à pousser les investisseurs à acheter des produits financiers de basse qualité afin d'obtenir des rendements plus élevés, et a provoqué une explosion des prix de l'immobilier. Les agences de notation ont

LU POUR VOUS

Discipliner la financiarisation

Si la crise actuelle est la conséquence des crédits hypothécaires du marché immobilier américain — les fameux subprimes — les racines du mal sont en réalité beaucoup plus profondes. C'est ce qu'affirment deux spécialistes français de la finance internationale, Henri Bourguinat (professeur d'économie à Bordeaux) et Eric Briys (un ancien trader) dans un ouvrage hautement critique sur les métiers de la finance tels qu'ils ont été pratiqués ces dernières années, c'est-à-dire dans un « orgueilleux enfermement intellectuel ». « Mus par une sorte d'ivresse technique et une avidité pécuniaire démesurée, les professionnels des marchés ont fait de la finance pour la finance, comme on fait de l'art pour l'art », déplorent les deux auteurs. « Encouragés par les économistes théoriciens de la finance, dont plusieurs prix Nobel, ils ont succombé à un véritable péché d'arrogance, au point de verser dans le fantasme d'avoir dompté tous les risques », poursuivent-ils.

Seule une refonte profonde du système financier peut le guérir. Ce qui implique d'abord, selon les auteurs, de discipliner la financiarisation inévitable de l'économie. Un processus qui risque fort de se révéler long et douloureux pour l'économie réelle et ses agents, salariés et entrepreneurs. ◊ **J.-P. B.**

► « L'arrogance de la finance », Henri Bourguinat et Eric Briys, éditions La Découverte, 240 pages, 17 euros.

Enquête sur Jésus

Après « Les Secrets de Rome », le journaliste et écrivain Corrado Augias vient de publier « Jésus », un livre d'entretiens avec le professeur et historien spécialiste du christianisme Mauro Pesce. En se fondant sur les travaux, notamment scientifiques, réalisés depuis cinquante ans, les deux hommes — dont le premier s'affirme non croyant — se concentrent sur tout ce qui est possible et plausible dans l'histoire du Christ. Un portrait qui s'appuie notamment sur les évangiles apocryphes (c'est-à-dire qui n'ont pas été intégrés par l'Église dans le Nouveau Testament), particulièrement celui de Thomas, considéré comme un des plus convaincants. L'étude dépeint notamment la figure d'un Jésus certes porteur d'un message nouveau et universel, très libre de pensée et de comportement, mais profondément juif et dans la lignée de la spiritualité de l'époque. Un fait qui a été très largement gommé par le christianisme, dont certains courants anti-sémites ont longtemps fait de façon erronée du Christ un contempteur de la religion juive. ◊ **O.G.**

► « Enquête sur Jésus », Corrado Augias et Mauro Pesce, Éditions du Rocher, 307 pages, 21 euros.



Martin Feldstein

► Professeur d'économie à Harvard Ancien président du conseil économique du président Ronald Reagan et du National Bureau for Economic Research



sabato A partir de ce samedi avec L'Echo

Sabato est synonyme de samedi et de week-end. Car le week-end, L'Echo est précieux. Précieux pour votre portefeuille. Pas uniquement pour améliorer son rendement mais aussi pour ses conseils afin de dépenser votre argent intelligemment. Dans Sabato, le nouveau magazine de luxe de L'Echo, on découvre le meilleur du design, de la décoration, de l'architecture. La mode, la gastronomie, les voyages y font l'objet de reportages enchanteurs.

Dans le premier numéro de Sabato de cette année : des vacances à la dure plutôt que de luxe, des destinations « maintenant ou jamais » et la renaissance des grands parfums.

Sabato, le magazine lifestyle de L'Echo.

Soyez de ceux qui comptent.

L'Echo
www.lecho.be